



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le 12 mai 2021

Le Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région,
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Objet : Elections du 14 octobre 2021 dans les chambres de métiers et de l'artisanat (décret n° 99-433 du 27 mai 1999 modifié relatif à la composition des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs chambres de niveau départemental et à l'élection de leurs membres)

N° NOR : PMEI2113517C / ECOI2113517C

- P.J. :**
- Annexe 1 : Calendrier électoral ;
 - Annexe 2 : Tableau récapitulatif du nombre d'élus
 - Annexe 3 : Modèle d'attestation sur l'honneur ;
 - Annexe 4 : Modèles de déclaration collective de candidature ;
 - Annexe 5 : Modèle de procuration ;
 - Annexe 6 : Fiche sur le mode de scrutin ;
 - Annexe 7 : Modèle de procès-verbal de dépouillement et de proclamation des résultats ;
 - Annexe 8 : Liste des activités relevant de l'artisanat avec leur correspondance dans le code de la nomenclature NAF REV.2 ;
 - Annexe 9 : Liste des référents élections dans les CMA.

Le décret n°2021-168 du 16 février 2021 relatif à l'organisation et au fonctionnement du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat, qui modifie notamment le décret n° 99-433 du 27 mai 1999 relatif à la composition des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs délégations et à l'élection de leurs membres, a été publié au Journal Officiel de la République française du 18 février 2021.

La présente circulaire a pour objet d'expliquer les évolutions du dispositif électoral des chambres de métiers et de l'artisanat de région suite à la mise en œuvre au 1^{er} janvier 2021 de l'article 42 de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (dite loi PACTE) et la constitution du réseau en 18 chambres régionales, auquel sont associées les chambres de métiers de droit local d'Alsace et de Moselle .

I. Les élus des CMA seront élus dans le cadre d'un scrutin de liste régionale

Pour les chambres de métiers et de l'artisanat de région (CMAR), les membres sont élus par un scrutin de liste régionale ; les listes de candidats sont constituées au niveau régional, avec autant de sections départementales que de départements dans la région.

En outre, le décret prévoit une parité entre les femmes et les hommes plus stricte qu'en 2016. En effet, l'article 73 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes précise que « Par dérogation à l'article 8 du code de l'artisanat, lors du prochain renouvellement suivant la promulgation de la présente loi [soit les élections d'octobre 2016], chaque liste est composée d'au moins un candidat de chaque sexe par groupe de trois candidats. Au renouvellement suivant [donc les élections de 2021], chaque liste est composée d'au moins deux candidats de chaque sexe par groupe de cinq candidats.». En revanche, le décret précise que, comme en 2016, les listes de candidats doivent être composées de trente-cinq membres, afin de constituer un vivier d'élus pour faire face aux désistements en cours de mandature. Il reconduit également une obligation de représentation des métiers d'art dans la composition des listes de candidats.

II. Modalités pratiques d'organisation du scrutin

1) Autorités de l'Etat compétentes en matière d'élection

En matière d'élections aux chambres du réseau des CMA et de leurs chambres de niveau départemental, ainsi que des chambres de métiers de droit local, sont compétents (art. 9 du décret du 27 mai 1999 modifié) :

1° Pour les chambres de métiers et de l'artisanat de région : le préfet de région ;

2° Pour la chambre de métiers et de l'artisanat de région de Corse : le préfet de Corse ;

3° Pour les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle : le préfet du département du siège de la chambre.

Dans l'organisation des opérations, la préfecture de région peut s'appuyer sur les services des préfectures de département.

2) Définition des électeurs et établissement de la liste des électeurs

a) Définition des électeurs :

Les électeurs sont les personnes physiques (chefs d'entreprises artisanales), les dirigeants sociaux des personnes morales immatriculées au répertoire des métiers, ainsi que les conjoints collaborateurs (au sens de l'article R. 121-1 du code de commerce) immatriculés ou mentionnés depuis au moins six mois dans ce répertoire à la date de clôture du scrutin (cf. art. 5 du décret du 27 mai 1999 modifié).

Lors de l'établissement de la liste le 31 mai 2021 au plus tard (fin 6^{ème} mois précédant celui de la date de clôture du scrutin + report d'1 mois, selon l'article 10 du décret du 27 mai 1999 modifié précité), il est vérifié notamment que les électeurs n'ont pas été inscrits au répertoire des métiers après le 14 avril 2021 (afin de respecter la condition d'ancienneté minimum de six mois mentionnée ci-dessus) et ne sont pas radiés du répertoire à la date du 31 mai 2021.

En cas de liquidation, si celle-ci n'est pas clôturée, l'entreprise est immatriculée et l'entrepreneur figure sur la liste des électeurs, s'il remplit par ailleurs les conditions de l'article 5 du décret du 27 mai 1999 modifié.

Qui sont les dirigeants sociaux ?

La notion de dirigeant social est définie à l'article 713-3 du code de commerce :

« I.-Les représentants mentionnés aux articles [L. 713-1](#) et [L. 713-2](#) doivent exercer dans l'entreprise soit des fonctions de président-directeur général, de président ou de membre du conseil d'administration, de directeur général, de président ou de membre du directoire, de président du conseil de surveillance, de gérant, de président ou de membre du conseil d'administration ou de directeur d'un établissement public à caractère industriel et commercial, soit, à défaut et pour les représenter à titre de mandataire, des fonctions impliquant des responsabilités de direction commerciale, technique ou administrative de l'entreprise ou de l'établissement.

(...) ».

b) Etablissement et transmission de la liste des électeurs

La liste des électeurs aux établissements du réseau des CMA et à leurs chambres de niveau départemental est révisée à l'occasion de chaque renouvellement des chambres de métiers et de l'artisanat.

Pour le renouvellement dont la date de clôture du scrutin sera le 14 octobre 2021, celle-ci doit être établie, par département, par la chambre de métiers et de l'artisanat de région (CMAR) pour le 31 mai 2021.

Afin de sécuriser le déroulement du vote électronique, le président des chambres concernées vous transmet deux exemplaires signés de la liste des électeurs, le premier avec l'intégralité de la date de naissance des électeurs et le second comportant uniquement l'année de naissance des électeurs : seule cette seconde liste devra être publiée (point d'infra).

Ces listes seront accompagnées du compte rendu constatant l'accomplissement des opérations de révision de cette liste au plus tard dans les cinq jours suivant l'établissement de la liste des électeurs, soit au plus tard le 5 juin 2021 (cf. annexe 1). Le compte rendu des opérations de révision de la liste signalera notamment les anomalies constatées et les rectifications effectuées, dont la prise en compte des radiations d'entreprises signalées par les URSSAF. Ce compte-rendu peut être également transmis par voie électronique.

Les présidents des chambres concernées déposent sur une plateforme fournie par le prestataire VOXALI la liste des électeurs au format CSV. Des tests permettant de vérifier la bonne intégration de la liste seront réalisés par les CMAR sous le contrôle de la préfecture.

c) Présentation de la liste des électeurs (cf. art. 10 du décret du 27 mai modifié)

La liste est établie dans l'ordre alphabétique du nom de famille des électeurs. Y figurent les nom de famille, nom d'épouse, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, domicile, profession de l'électeur et sa catégorie d'activité, complétés pour les électeurs concernés de la mention de leur inscription à la section des métiers d'art du répertoire des métiers, ainsi que :

- pour les personnes physiques immatriculées au répertoire des métiers, l'adresse de l'entreprise ou de son établissement principal et leur numéro d'immatriculation au répertoire des métiers ;

- pour les conjoints collaborateurs, l'adresse de l'entreprise ou de son établissement principal et le numéro d'immatriculation au répertoire des métiers sous lequel ils sont mentionnés ;
- pour les dirigeants sociaux, l'adresse du siège de l'entreprise et le numéro d'immatriculation au répertoire des métiers de la personne morale.

d) Affichage et consultation de la liste des électeurs

Le préfet compétent informe les électeurs du dépôt de la liste dans un délai de cinq jours à compter de sa réception, soit le 10 juin 2021 au plus tard, et de la possibilité de la consulter à la préfecture pendant une durée de dix jours, soit entre les 10 et 20 juin 2021 au plus tard, par voie d'affichage à la préfecture, au siège de la CMAR et à l'adresse de ses chambres de niveau départemental ainsi qu'au siège des chambres de métiers d'Alsace et de Moselle, et le cas échéant, par tout autre moyen.

Afin de sécuriser les opérations de vote électronique, seule la liste ne comportant que l'année de naissance devra être publiée.

e) Gestion des litiges

Un recours gracieux est ouvert devant le président de la CMAR, pendant la période de publicité de la liste des électeurs (entre les 10 et 20 juin 2021 au plus tard) à toute personne qui prétend avoir été omise, radiée à tort ou classée dans une autre catégorie que celle à laquelle elle appartient. La décision du président intervient dans un délai de dix jours, soit le 30 juin 2021 au plus tard, et peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal d'instance dans le ressort duquel est située l'entreprise.

Pendant la période de publicité de la liste des électeurs et pendant les vingt jours qui suivent (soit du 10 juin au 10 juillet 2021 au plus tard), tout électeur intéressé peut réclamer, directement devant le tribunal d'instance dans le ressort duquel est située l'entreprise, l'inscription d'un électeur omis, la radiation d'un électeur indûment inscrit ou son inscription dans une catégorie autre que celle à laquelle il appartient. Le même droit est ouvert au préfet.

Si vous estimez que des manquements aux formalités et délais prescrits pour l'établissement et la transmission de la liste des électeurs sont intervenus, vous déférerez cette dernière, dans les deux jours suivants sa réception (soit le 7 juin 2021 au plus tard), au tribunal administratif, qui statuera dans les trois jours et fixera éventuellement le délai dans lequel il devra être procédé à de nouvelles opérations.

Vous arrêterez la liste générale des électeurs au plus tard le 1^{er} septembre 2021, après avoir vérifié qu'il a été procédé, le cas échéant, à toutes les rectifications ordonnées également sur la plateforme de vote par internet.

3) Eligibilité et candidatures

a) Conditions d'éligibilité

Ne sont éligibles que les électeurs respectant les conditions suivantes :

- ne pas être âgé de soixante-cinq ans révolus le 1^{er} janvier de l'année d'établissement des listes des électeurs (il faut au contraire être né à partir du 2 janvier 1956) ;
- pour les chefs d'entreprise, conjoints collaborateurs et dirigeants sociaux des personnes morales : être immatriculés ou mentionnés au répertoire des métiers de la chambre depuis au moins deux ans à la date de clôture du scrutin. Cette immatriculation peut être maintenue pendant un délai maximum d'un an en cas de cessation temporaire d'activité, sur déclaration de la personne immatriculée.

L'article 7 du décret du 27 mai 1999 modifié précité dispose que : « *Deux personnes qui exercent dans la même entreprise ne peuvent siéger simultanément dans un même établissement ou chambre de niveau départemental du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat. Lorsque deux personnes qui exercent dans la même entreprise ont été élues, la moins âgée peut seule être proclamée élue. Le siège ainsi laissé libre par l'autre est attribué au suivant de liste* ».

Ces prescriptions édictent une interdiction de siéger et non une cause d'irrecevabilité des candidatures.

Une simplification des conditions d'éligibilité est apportée pour les aligner sur celles requises pour les élections des membres des autres réseaux consulaires (CCI et chambres d'agriculture). Comme en 2016, la vérification des obligations fiscales et sociales des électeurs, impossible en pratique, n'est plus nécessaire, et n'aurait d'ailleurs plus de fondement réglementaire.

b) Déclaration de candidature

Conformément à l'article 18 du décret du 27 mai 1999 modifié, « *la déclaration de candidature résulte du dépôt à la préfecture d'une liste répondant aux conditions fixées par le présent décret. [...]* » (cf. annexe 5).

- Composition des listes de candidats

Il convient d'être vigilant sur les obligations relatives à la composition des listes qui doivent répondre aux prescriptions suivantes.

Les listes doivent comporter expressément :

- un titre et le nom du candidat tête de liste régionale ainsi que les noms des candidats têtes de section départementale, et le cas échéant, une tendance syndicale ;
- les nom de famille et le cas échéant d'épouse, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, profession, catégorie d'activité, numéro d'immatriculation au répertoire des métiers et adresse du siège de l'entreprise de chacun des candidats tels qu'il figurent au répertoire des métiers ;
- l'attestation délivrée par la chambre de métiers et de l'artisanat de région des personnes inscrites dans la section des métiers d'art du répertoire des métiers.

Chaque section départementale de la liste régionale doit comprendre :

- au moins trente-cinq candidats ;
- au minimum quatre candidats par catégorie d'activité (alimentation, bâtiment, fabrication, services) parmi les dix-huit premiers candidats de la liste (cf. annexe 8) ;
- au moins un candidat inscrit dans la section métiers d'art du répertoire des métiers parmi les sept premiers candidats de la section ;
- au moins deux candidats de chaque sexe par groupe de cinq candidats.

Les listes sont accompagnées de l'ensemble des déclarations individuelles de candidatures signées des candidats.

Chaque candidat doit également produire une attestation de la chambre de métiers et de l'artisanat de région constatant qu'il remplit les conditions fixées au II de l'article 6 du décret du 27 mai 1999 modifié. Cette opération peut être accomplie par un mandataire, ayant qualité d'électeur, pour le compte de chaque candidat.

- Dépôt des listes

Les listes de candidats sont déposées à la préfecture par un mandataire ayant qualité d'électeur. A cet effet, le candidat tête de liste établit et signe un mandat, confiant au mandataire de la liste le soin de faire toutes déclarations et démarches utiles à l'enregistrement de la liste.

Le mandataire devra transmettre deux listes au préfet, une première mentionnant l'intégralité de la date de naissance des candidats et une seconde ne mentionnant que l'année de naissance de ces derniers ; cette seconde liste sera la seule à être affichée par la préfecture pour être consultée par les électeurs.

Lors de leur dépôt, les listes doivent être accompagnées de ce mandat (cf. annexe 5), des déclarations individuelles et des attestations prévues à l'article 18 du décret du 27 mai 1999 modifié (attestation, par la CMAR, des personnes inscrites dans la section des métiers d'art et des candidats remplissant les conditions fixées au II de l'article 6 du décret du 27 mai 1999 modifié).

Les services préfectoraux délivrent un récépissé de dépôt au mandataire.

- **Recevabilité des candidatures**

Les candidatures sont recevables du 1^{er} au 10 septembre 2021 à 12 heures.

Un arrêté préfectoral fixe les modalités de réception des candidatures.

Il est possible de retirer ou de modifier les candidatures avant la date limite de dépôt des listes.

Toute déclaration de candidature ne respectant pas les conditions prévues aux articles 18, 19 et 20 du décret du 27 mai 1999 modifié doit être rejetée.

c) Affichage et communication des listes de candidats

Après enregistrement des déclarations de candidature sur la plateforme de vote par internet, le préfet compétent rend publiques les listes de candidats par affichage à la préfecture, au siège des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat (CMAR) et à l'adresse de leurs chambres de niveau départemental et, le cas échéant, par tout autre moyen, dans les cinq jours suivant la date limite de dépôt des candidatures, soit au plus tard le 15 septembre 2021. .

Afin de sécuriser les opérations de vote électronique, la liste publiée ne comportera que la seule année de naissance.

Le préfet compétent fait parvenir à mes services (boîte fonctionnelle electioncma.dge@finances.gouv.fr), les listes de candidats déposées pour les élections aux chambres relevant de votre compétence, dès leur réception.

4) Gestion des opérations électorales

a) Institution et missions de la commission d'organisation des élections

Un arrêté préfectoral institue, dans chaque circonscription électorale, la commission d'organisation des élections visée à l'article 25 du décret du 27 mai 1999 modifié, au plus tard le premier jour du mois précédant celui de la date de clôture du scrutin, soit le 1^{er} septembre 2021.

Les circonscriptions électorales des chambres de métiers et de l'artisanat de région (CMAR) sont les régions.

La commission d'organisation des élections, pour les chambres de métiers et de l'artisanat de région, est instituée au chef-lieu de la région.

Cette commission est composée :

1) Pour les chambres de métiers et de l'artisanat de région :

- d'un représentant du préfet de région, qui en est le président ;
- d'un membre de chaque chambre de niveau départemental désigné par le président de la chambre de métiers et de l'artisanat de région ;
- d'un membre de la chambre de métiers et de l'artisanat de région désigné par le président de cette chambre ;
- d'un représentant de la ou des entreprises chargées de l'acheminement des plis pour les attributions mentionnées aux 1° et 2° de l'article 26.

2) Dans le département de Mayotte :

- du préfet ou de son représentant, président ;
- d'un membre de la chambre de métiers et de l'artisanat désigné par le président de cette chambre.

Les candidats et les mandataires des listes peuvent participer de manière consultative aux travaux de la commission.

Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la préfecture compétente.

Dans le cadre des opérations relevant des compétences de la commission, le concours de la chambre de niveau départemental ainsi que de la chambre de métiers et de l'artisanat de région peut être sollicité par le président de la commission.

Les modalités de vote sont fixées par un arrêté du ministre chargé de l'artisanat à paraître.

Le mandataire de chaque liste remet à la commission d'organisation des élections, dix-huit jours au moins avant la date de clôture du scrutin, soit le 24 septembre 2021 au plus tard, une quantité de bulletins de vote et de circulaires au moins égale au nombre des électeurs inscrits.

Le préfet compétent adresse à la commission, au moins dix-huit jours avant la date de clôture du scrutin, soit au plus tard le 24 septembre 2021 :

- les enveloppes nécessaires à l'expédition des circulaires (programmes électoraux), des bulletins de votes (listes de candidats) et de la notice explicative des modalités du vote (à paraître) ;
- ainsi que les enveloppes de vote et d'acheminement des votes.

Vu les quantités au niveau régional et les délais contraints, la commission d'organisation des élections peut faire appel à un routeur privé afin d'assurer la mise sous plis du matériel électoral et le dépôt en poste.

La commission adresse ensuite ces documents aux électeurs au plus tard quatorze jours avant la date de clôture du scrutin, soit au plus tard le 30 septembre 2021, et prévoit la possibilité pour l'électeur de récupérer le matériel électoral à la préfecture, sur présentation d'une pièce d'identité.

Les bulletins de vote et les circulaires non parvenus à leur destinataire sont retournés à la préfecture, qui les conserve jusqu'à l'expiration des délais de recours contre les élections ou, le cas échéant, jusqu'à l'intervention d'un jugement définitif sur les contestations (dernier alinéa de l'article 28 du décret du 27 mai 1999 modifié). A noter que les plis non distribuables doivent être retranchés du nombre des électeurs pour calculer le taux de participation effectif (II de l'article 30 du décret du 27 mai 1999 modifié).

La période de campagne électorale débute le quatorzième jour précédant le dernier jour du scrutin et s'achève la veille de celui-ci à minuit, soit du 30 septembre au 13 octobre 2021, à minuit.

b) Exercice du droit de vote

Les électeurs ont été convoqués par l'arrêté du 1^{er} avril 2021 fixant les dates de scrutin et de la campagne électorale en vue du renouvellement quinquennal des membres des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs chambres de niveau départemental, publié au JO du 11 avril dernier (cf. art. 24 du décret du 27 mai 1999 modifié).

Les électeurs disposent d'un seul suffrage. Toutefois, le dirigeant de plusieurs entreprises artisanales est électeur pour chacune de ses entreprises.

L'enveloppe adressée à l'électeur contient : les bulletins de vote et leur propagande (circulaire), une enveloppe de vote, la notice explicative précisant les modalités de vote par correspondance et par internet et une enveloppe d'acheminement des votes.

Le droit de vote est exercé par correspondance ou par internet et au plus tard le dernier jour du scrutin, soit le 14 octobre 2021, le cachet de La Poste faisant foi.

Les modalités du vote par correspondance et par internet sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'artisanat à paraître (cf. art. 23 du décret du 27 mai 1999 modifié).

Par dérogation, dans le département de Mayotte, le droit de vote est exercé à l'urne dans les conditions prévues aux articles 36 et 36-1 du décret du 27 mai 1999 modifié.

c) Attribution des sièges (cf. annexe 6)

Les listes qui n'ont pas obtenu au moins 5% des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges.

Pour l'attribution des sièges, le préfet compétent est celui de région pour les CMAR et celui de département pour l'Alsace-Moselle ; pour la Corse, il s'agit du préfet de Corse.

L'attribution des sièges se déroule en deux temps : tout d'abord l'attribution des sièges au niveau régional, puis l'attribution des sièges au niveau départemental.

i) Pour la répartition des sièges des membres de la chambre de métiers et de l'artisanat de région, il est attribué, par département, à la section départementale de la liste régionale arrivée en tête dans le plus grand nombre de départements, **un nombre de sièges égal à 10%** du nombre des sièges à pourvoir, arrondi, le cas échéant, à l'entier supérieur.

En cas d'égalité entre les listes en nombre de départements, le nombre de sièges égal à 10% du nombre de sièges à pourvoir est attribué à la liste qui a recueilli le plus de voix au niveau régional. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la moins élevée.

Ces élus sont pris dans l'ordre de chaque section départementale de la liste régionale.

Les autres sièges à pourvoir pour les élus des membres de la chambre de métiers et de l'artisanat de région sont répartis selon les suffrages exprimés dans le département entre toutes les listes, à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

ii) Pour la répartition des sièges restant à répartir uniquement au niveau de chaque CND, il est attribué **une prime de 30% des sièges**, arrondi, le cas échéant, à l'entier supérieur, à la liste arrivée en tête au niveau du département ou, en cas d'égalité de suffrages, à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la moins élevée. Cette attribution opérée, les sièges restants à pourvoir, dans le département, sont répartis en fonction des suffrages exprimés dans le département entre toutes les listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque section départementale de la liste régionale.

Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au moins âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

iii) cas particuliers :

Pour les départements d'outre-mer et la Corse, le II de l'article 1er (tableau des élus des CMAR), ainsi que le IV du décret du 27 mai 1999 modifié (prime majoritaire de 30 % des chambres de niveau départemental) s'appliquent.

Pour être à même d'effectuer les calculs de voix par département, il est nécessaire de prévoir une urne spécifique par département, dans laquelle seront introduits les bulletins de vote des électeurs relevant du département concerné d'après l'enveloppe d'acheminement des votes. Mention du département sera faite sur l'enveloppe d'acheminement des votes.

5) Recensement des votes et proclamation des résultats

La commission d'organisation des élections organise les opérations de dépouillement des votes le cinquième jour suivant la date de clôture du scrutin, soit le 19 octobre 2021, en séance publique et en présence de scrutateurs désignés parmi les électeurs par le président de la commission et par les candidats ou les mandataires des listes en présence selon les modalités détaillées à l'article 30 du décret du 27 mai 1999 modifié.

La proclamation des résultats des élections est effectuée en public par le président de la commission selon les modalités prévues à l'article 31 du même décret.

Le modèle de procès-verbal à utiliser figure en annexe 8 de la présente circulaire.

Le préfet compétent fait parvenir par voie électronique à mes services (boîte aux lettres fonctionnelle : electioncma.dge@finances.gouv.fr) et à CMA France (boîte aux lettres fonctionnelle : elections2021@cma-france.fr), ainsi qu'aux chambres concernées (cf. art. 31 du décret du 27 mai 1999 modifié) une copie certifiée conforme du procès-verbal des opérations de vote dans les trois jours suivants la proclamation des résultats.

6) Remboursement des frais de propagande

Conformément à l'article 35 du décret du 27 mai 1999 modifié, « les frais de propagande mentionnés à l'article 34 et les autres frais occasionnés par les élections en application du présent décret sont à la charge des chambres de métiers et de l'artisanat de région, et des chambres de métiers d'Alsace et de Moselle. »

Un arrêté du ministre chargé de l'artisanat détaille les conditions et les modalités de remboursement des documents de propagande.

Vous voudrez bien me faire part, le cas échéant, des difficultés que vous pourriez rencontrer ou des observations que l'organisation de ces élections pourrait appeler de votre part. A cette fin, vous utiliserez en priorité la boîte aux lettres fonctionnelle suivante : electioncma.dge@finances.gouv.fr

* * *

Je vous informe que la version consolidée du décret sur les élections aux établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs chambres de niveau départemental et à l'élection de leurs membres est consultable sur le site www.legifrance.gouv.fr. Il en sera de même de ses arrêtés d'application.

Je vous laisse le soin d'assurer la transmission officielle de la présente circulaire aux présidents des chambres concernées.

(signé)

Alain GRISET

Annexe 1**Calendrier électoral du prochain renouvellement général des membres des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs chambres de niveau départemental prévu le 14 octobre 2021**

ECHEANCES	EXERCICES	PROCEDURES	DECRET N° 99-433 DU 27 MAI 1999
Au plus tard le lundi 31 mai 2021	Liste des électeurs	Etablissement de la liste des électeurs par les CMA sur la base du répertoire de métiers	Article 10 (dernier j du 6° mois avant le mois de la date de clôture du scrutin + report d'1 mois)
Au plus tard le samedi 5 juin 2021	Liste des électeurs	Envoi de la liste des électeurs aux préfets compétents* par les CMA	Article 10 (+ 5 j)
Au plus tard le lundi 7 juin 2021	Liste des électeurs	Possibilité pour le préfet compétent de déférer la liste des électeurs au tribunal administratif	Article 10 (+ 2 j)
Au plus tard le jeudi 10 juin 2021	Liste des électeurs	Réponse du tribunal administratif (qui statue dans les trois jours) au préfet	Article 10 (+ 3 j)
Entre le jeudi 10 juin et le dimanche 20 juin 2021	Liste des électeurs	Consultation de la liste des électeurs Possibilité pour tout électeur intéressé de présenter une réclamation au Président de la CMAR.	Article 13 (date réception liste + 5 j et pendant 10 j)
Entre le jeudi 10 juin et le mercredi 30 juin 2021	Liste des électeurs	La décision du Président intervient dans un délai de dix jours. Elle peut être contestée devant le tribunal d'instance dans le ressort duquel est située l'entreprise. Le tribunal d'instance est compétent pour statuer jusqu'au jour du scrutin.	Article 14 (+ 10 j)
Entre le jeudi 10 juin et le samedi 10 juillet 2021	Liste des électeurs	Réclamations des autres électeurs illégalement inscrits, ou du préfet compétent Le tribunal d'instance peut statuer jusqu'au jour du scrutin	Article 14 (Consultation liste + 20 j)
Au plus tard le mercredi 1^{er} septembre 2021	Liste des électeurs	Le préfet compétent arrête la liste générale des électeurs	Article 16
Au plus tard le mercredi 1^{er} septembre 2021	Commission d'organisation des élections	Institution d'une commission d'organisation des élections par arrêté préfectoral dans chaque circonscription électorale.	Article 25
Au plus tard le mercredi 1^{er} septembre 2021	Electeurs	Convocation des électeurs par le ministre chargé de l'artisanat et arrêt de la date d'ouverture de la campagne électorale par arrêté ministériel.	Article 24
Du mercredi 1^{er} au vendredi 10 septembre 2021, 12 heures	Candidatures	Réception des déclarations de candidatures selon les modalités fixées par arrêté préfectoral.	Article 19 (+ 10 j)

ECHEANCES	EXERCICES	PROCEDURES	DECRET N° 99-433 DU 27 MAI 1999
Refus d'enregistrement du préfet <ul style="list-style-type: none"> • Contestation 48h après notification • Tribunal statue dans les 3 jours 	Candidatures	Le candidat ou le mandataire de la liste a la faculté de contester la décision de refus d'enregistrement qui lui est notifiée par le préfet dans les 48 heures à compter de cette notification. Le tribunal administratif statue alors dans les 3 jours . Faute pour le tribunal administratif d'avoir statué dans ce délai, la déclaration est enregistrée	Article 22 (48h à compter de la notification de refus du préfet)
Au plus tard le mercredi 15 septembre 2021	Candidatures	Publication par affichage des listes de candidats par le préfet compétent	Article 19 (+ 5 j)
Au plus tard le vendredi 24 septembre 2021	Commission d'organisation des élections	Remise du matériel électoral à la commission d'organisation des élections par le mandataire de chaque liste des candidats (bulletins de vote et propagande)	Article 27 (-18 j scrutin)
Au plus tard le vendredi 24 septembre 2021	Commission d'organisation des élections	Remise de l'ensemble du matériel électoral à la commission par le préfet.	Article 28 (-18 j scrutin)
Au plus tard le jeudi 30 septembre 2021	Commission d'organisation des élections	La commission adresse les documents précités (circulaires, enveloppes, bulletins et notice) aux électeurs	Article 28 (-14 j scrutin)
Du jeudi 30 septembre au mercredi 13 octobre 2021, à minuit. (jusqu'à 23h59)	Campagne électorale	Déroulement de la campagne électorale.	Article 24 (-14 j scrutin et veille scrutin)
Au plus tard le jeudi 14 octobre 2021	Scrutin	Exercice du droit de vote (selon des modalités fixées par arrêté ministériel)	Article 23 (scrutin)
Jeudi 14 octobre 2021	Scrutin	Date de clôture du scrutin par arrêté ministériel	Art.4
Mardi 19 octobre 2021	Scrutin	Recensement et dépouillement des votes par la commission d'organisation des élections	Article 30 (+ 5 j scrutin)
A l'issue du dépouillement le 19 octobre 2021	Résultats	Proclamation des résultats par le président de la commission d'organisation des élections	Article 30
Au plus tard le vendredi 22 octobre 2021	Résultats	Le préfet compétent transmet une copie du procès-verbal des opérations de vote au ministre chargé de l'artisanat, au secrétariat de la CMAR (<i>le 23 octobre est un samedi</i>)	Article 31 (+ 3j)
Entre le mardi 19 et le vendredi 29 octobre 2021	Résultats	Possibilité pour tout électeur de consulter la liste d'émargement et le procès-verbal des opérations de vote, transmis au préfet.	Article 31 (+ 10 j)
Jusqu'au lundi 25 octobre 2021 à 18 heures	Résultats	Les réclamations contre les élections sont formées, instruites et jugées dans les conditions prévues par les articles L. 248, R. 119, R. 120, R. 121 et R. 122 du code électoral. Le délai de cinq jours pour ce faire court à compter du jour de la proclamation des résultats.	Article 32 (+ 5 j proclamation) Article R. 119 du code électoral (réclamations à déposer au plus tard à 18 heures)
Au plus tard le vendredi 19 décembre 2021	Résultats	Appel contre la décision du tribunal administratif sur les réclamations contre les élections dans les deux mois (R. 811-2 du code de justice administrative) (<i>le 20 décembre est un samedi</i>)	Article 32 et article R. 811-2 du code de justice administrative (proclamation + 2 mois)

Annexe 2

Tableau récapitulatif

Nombre de membres par chambre de niveau départemental et chambre de métiers et de l'artisanat de région en fonction du nombre de départements par région (1)

NOMBRE DE DÉPARTEMENTS	NOMBRE D'ÉLUS par chambre de niveau départemental	NOMBRE D'ÉLUS par département siégeant à la chambre de métiers et de l'artisanat de région	NOMBRE TOTAL D'ÉLUS siégeant à l'assemblée générale d'une chambre de métiers et de l'artisanat de région
1	25	25	25
2	25	20	40
3	25	20	60
4	25	20	80
5	25	20	100
6	25	16	96
7	25	14	98
8	25	12	96
9	25	11	99
10	25	10	100
11	25	9	99
12	25	8	96
13	25	7	91

(1) Rappel : Les chambres de métiers d'Alsace et de la Moselle, régies par le code professionnel local, désignent chacune 10 de leurs membres par département qui siègent à la chambre de métiers et de l'artisanat de région (CMAR) Grand Est.

Annexe 3

Attestation sur l'honneur

Elections au sein des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs chambres de niveau départemental Elections du 14 octobre 2021

Je soussigné(e),

Nom : Prénom(s) : Nom d'épouse :

Sexe : Masculin ☐ Féminin ☐

Né(e) le : à (indiquer la commune et le département) :

Numéro d'immatriculation au répertoire des métiers :

Profession :

Adresse du siège de l'entreprise dans laquelle le candidat exerce ses fonctions :

.....
.....
.....
.....

- candidat(e) aux élections au sein des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs délégations du 14 octobre 2021:
 - o sur la liste (indiquer le titre de la liste) :
 - o en position n° (indiquer le rang sur la section départ. de la liste) :
 - o dans la catégorie suivante :
 - ☐ Alimentation ☐ Fabrication
 - ☐ Bâtiment ☐ Services
 - o inscrit dans la section des métiers d'art du répertoire des métiers (pour les candidats concernés)
 - ☐ oui ☐ non
- certifie sur l'honneur remplir les conditions d'éligibilité suivantes mentionnées au II de l'article 6 du décret n° 99-433 du 27 mai 1999 modifié relatif à la composition des chambres de métiers et de l'artisanat et à leur élection :
 - o « II. - Les chefs d'entreprise, les conjoints collaborateurs et les dirigeants sociaux des personnes morales doivent être immatriculés ou mentionnés au répertoire des métiers de la chambre de métiers et de l'artisanat de région ou de la chambre de métiers et de l'artisanat départementale ou interdépartementale depuis au moins deux ans à la date de clôture du scrutin. L'immatriculation au répertoire des métiers peut être maintenue pendant un délai maximum d'un an en cas de cessation temporaire d'activité, sur déclaration de la personne immatriculée » ;
 - o

Fait à

Le

Signature :

Attention :

Cette attestation sur l'honneur doit être transmise au mandataire désigné de la liste sur laquelle vous vous portez candidat(e) afin d'être communiquée aux services de la préfecture lors du dépôt de la liste de candidats qui doit impérativement intervenir avant le 10 septembre 2021 à 12 heures.

L'absence d'une ou plusieurs attestations sur l'honneur après cette date entraîne le rejet de la liste par le préfet.

Annexe 4A (à conserver en préfecture, non destiné à l'affichage pour consultation des électeurs)

**Déclaration collective de candidature aux élections au sein des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs chambres de niveau départemental
Elections du 14 octobre 2021**

Je soussigné (e),

Nom de famille : *(indiquer le nom de jeune fille)* :

Nom d'épouse *(le cas échéant)* :

Prénom(s) :

Né (e) le : à *(indiquer la commune de naissance)* :

Résidant :
.....
.....

Numéro d'immatriculation au répertoire des métiers :

Agissant en qualité de mandataire de la liste *(indiquer le titre de la liste)* :
.....

Présentée par *(indiquer l'organisation sous l'étiquette de laquelle la liste se présente)* :
.....

déclare déposer la candidature de ladite liste aux élections des membres de la de la chambre de métiers et de l'artisanat de région *(indiquer la région)*
et des membres de la chambre de niveau départemental *(indiquer l'adresse de la chambre)*
.....

Cette liste comprend : voir tableau ci-joint en annexe

Cette déclaration collective de candidature doit être accompagnée pour chaque candidat d'une attestation sur l'honneur, par laquelle il certifie respecter les conditions d'éligibilité du II de l'article 6 du décret n° 99-433 du 27 mai 1999 relatif à la composition des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs chambres de niveau départemental et à leur élection, et le cas échéant d'une attestation de la chambre constatant son inscription dans la section des métiers d'art du répertoire des métiers.

La liste est accompagnée également de l'ensemble des déclarations individuelles de candidatures signées des candidats et du mandat signé du candidat tête de liste confiant au mandataire le soin d'effectuer toutes démarches utiles à l'enregistrement de la liste.

Fait à

Le

Signature :

Attention :

Cette déclaration collective de candidature doit être communiquée aux services de la préfecture par le mandataire désigné de la liste au plus tard le 10 septembre 2021 à 12 heures. Le mandataire devra se munir d'une pièce d'identité.

Elections du 14 octobre 2021
aux établissements du réseau
des chambres de métiers et
de l'artisanat et de leurs
chambres de niveau
départemental

DECLARATION COLLECTIVE
DE CANDIDATURE⁽¹⁾

Titre de la liste :
Nom du candidat tête de la
liste : ...
Tendance syndicale

	Nom de famille, nom d'épouse, Prénoms	Sexe (F/M)	Date /lieu de naissance	Profession	Catégorie d'activité (2)
n° 1					
n° 2					
n° 3					
n° 4					
n° 5					
n° 6					
n° 7					
n° 8					
n° 9					

n° 10					
n° 11					
n° 12					
n° 13					
n° 14					
n° 15					
n° 16					
n° 17					
n° 18					
n° 19					
n° 20					

n° 21					
n° 22					
n° 23					
n° 24					
n° 25					
n° 26					
n° 27					
n° 28					
n° 29					
n° 30					
n° 31					
n° 32					

n° 33					
n° 34					
n° 35					
.../...					

(1) Ce tableau est transmis pour chaque section départementale de liste régionale (CMAR). Par exemple, pour une CMAR composée de 5 départements, la liste régionale sera composée de 5 x 35 candidats.

(2) Alimentation, bâtiment, fabrication et services.

Critères de composition des listes par département :

- Au moins 4 candidats pour chacune des 4 catégories (alimentation, bâtiment, fabrication, services) parmi les dix-huit premiers candidats ;
- Au moins 1 candidat dans la section métiers d'art du répertoire des métiers parmi les sept premiers candidats ;
- Au moins 2 candidats de chaque sexe par groupe de 5 candidats.

Annexe 4B (destiné à l'affichage pour consultation des électeurs)

**Déclaration collective de candidature aux élections au sein des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs chambres de niveau départemental
Elections du 14 octobre 2021**

Je soussigné (e),

Nom de famille : *(indiquer le nom de jeune fille)* :

Nom d'épouse *(le cas échéant)* :

Prénom(s) :

Année de naissance : à *(indiquer la commune de naissance)* :

Résidant :

Numéro d'immatriculation au répertoire des métiers :

Agissant en qualité de mandataire de la liste *(indiquer le titre de la liste)* :

Présentée par *(indiquer l'organisation sous l'étiquette de laquelle la liste se présente)* :

déclare déposer la candidature de ladite liste aux élections des membres de la de la chambre de métiers et de l'artisanat de région *(indiquer la région)*
et des membres de la chambre de niveau départemental *(indiquer l'adresse de la chambre)*

Cette liste comprend : voir tableau ci-joint en annexe

Cette déclaration collective de candidature doit être accompagnée pour chaque candidat d'une attestation sur l'honneur, par laquelle il certifie respecter les conditions d'éligibilité du II de l'article 6 du décret n° 99-433 du 27 mai 1999 relatif à la composition des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs chambres de niveau départemental et à leur élection, et le cas échéant d'une attestation de la chambre constatant son inscription dans la section des métiers d'art du répertoire des métiers.

La liste est accompagnée également de l'ensemble des déclarations individuelles de candidatures signées des candidats et du mandat signé du candidat tête de liste confiant au mandataire le soin d'effectuer toutes démarches utiles à l'enregistrement de la liste.

Fait à

Le

Signature :

Attention :

Cette déclaration collective de candidature doit être communiquée aux services de la préfecture par le mandataire désigné de la liste au plus tard le 10 septembre 2021 à 12 heures. Le mandataire devra se munir d'une pièce d'identité.

Elections du 14 octobre 2021
aux établissements du réseau
des chambres de métiers et
de l'artisanat et de leurs
chambres de niveau
départemental

DECLARATION COLLECTIVE
DE CANDIDATURE⁽¹⁾

Titre de la liste :
Nom du candidat tête de la
liste : ...
Tendance syndicale

	Nom de famille, nom d'épouse, Prénoms	Sexe (F/M)	Année /lieu de naissance	Profession	Catégorie d'activité (2)
n° 1					
n° 2					
n° 3					
n° 4					
n° 5					
n° 6					
n° 7					
n° 8					
n° 9					

n° 10					
n° 11					
n° 12					
n° 13					
n° 14					
n° 15					
n° 16					
n° 17					
n° 18					
n° 19					
n° 20					

n° 21					
n° 22					
n° 23					
n° 24					
n° 25					
n° 26					
n° 27					
n° 28					
n° 29					
n° 30					
n° 31					
n° 32					

n° 33					
n° 34					
n° 35					
.../...					

(1) Ce tableau est transmis pour chaque section départementale de liste régionale (CMAR). Par exemple, pour une CMAR composée de 5 départements, la liste régionale sera composée de 5 x 35 candidats.

(2) Alimentation, bâtiment, fabrication et services.

Critères de composition des listes par département :

- Au moins 4 candidats pour chacune des 4 catégories (alimentation, bâtiment, fabrication, services) parmi les dix-huit premiers candidats ;
- Au moins 1 candidat dans la section métiers d'art du répertoire des métiers parmi les sept premiers candidats ;
- Au moins 2 candidats de chaque sexe par groupe de 5 candidats.

Annexe 5

Mandat
Elections au sein des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat
et de leurs chambres de niveau départemental du 14 octobre 2021

Je soussigné (e),

Nom (*indiquer le nom de jeune fille*) :

.....

Prénom(s) :

.....

Nom d'épouse (*le cas échéant*) :

.....

Né (e) le : à (*indiquer la commune de naissance*) :

candidat tête de la liste à l'élection des membres de la chambre de métiers et de l'artisanat de région de ... (*indiquer la région*) et des membres de la chambre de niveau départemental de ...

.....

.....

Numéro d'immatriculation au répertoire des

métiers :

Numéro d'inscription sur la section départementale de la liste de candidats :

.....

Au titre de la catégorie d'activité suivante :

☐ Alimentation

☐ Fabrication

☐ Bâtiment

☐ Services

inscrit dans la section des métiers d'art du répertoire des métiers (pour les candidats concernés)

☐ oui

☐ non

DONNE MANDAT à :

Monsieur, Madame (*rayez la mention inutile*),

Nom :

Prénom(s) :

.....

Né (e) le : à (*indiquer la commune de naissance*) :

Résidant :

.....

.....**P**

pour accomplir les formalités de dépôt de candidature en mes lieu et place.

Fait à
Le
Signature :

Mode de scrutin dans les chambres de métiers et de l'artisanat de région (CMAR)

Art. 1er du décret du 27 mai 1999 modifié relatif à la composition des établissements du réseau des CMA et de leurs chambres de niveau départemental et à l'élection de leurs membres :

I. – Les membres des chambres de métiers et de l'artisanat de région sont élus au scrutin de liste régional à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Chaque liste régionale comporte autant de sections départementales que de départements dans la région.

« Pour être complète, chaque section départementale de liste régionale doit comprendre un nombre de candidats au moins égal à trente-cinq.

« Chaque section départementale de la liste régionale comporte au moins quatre candidats pour chacune des catégories qui regroupent les activités figurant en annexe au décret du 2 avril 1998 susvisé parmi les dix-huit premiers candidats de chacune des sections de listes.

« Au moins un candidat inscrit dans la section métiers d'art du répertoire des métiers figure parmi les sept premiers candidats de chacune des sections de listes.

« Chaque section départementale de la liste régionale est composée d'au moins deux candidats de chaque sexe par groupe de cinq candidats.

« III. – Pour la répartition des sièges des membres de la chambre de métiers et de l'artisanat de région prévue à la troisième colonne du tableau du II du présent article, il est attribué, par département, à la section départementale de la liste régionale arrivée en tête dans le plus grand nombre de départements, un nombre de sièges égal à 10 % du nombre des sièges à pourvoir, arrondi, le cas échéant, à l'entier supérieur.

« En cas d'égalité entre les listes en nombre de départements, le nombre de sièges égal à 10 % du nombre de sièges à pourvoir est attribué à la liste qui a recueilli le plus de voix au niveau régional. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la moins élevée.

« Ces élus sont pris dans l'ordre de chaque section départementale de la liste régionale.

« Les autres sièges à pourvoir sont répartis selon les suffrages exprimés dans le département entre toutes les listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

« IV. – Pour la répartition des sièges restant à pourvoir après l'attribution des sièges des membres de l'assemblée générale de la chambre de métiers et de l'artisanat de région, il est attribué une prime de 30 % des sièges à la liste arrivée en tête au niveau du département. Cette attribution opérée, les sièges restant à pourvoir dans le département sont répartis en fonction des suffrages exprimés dans le département entre toutes les listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

« Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque section départementale de la liste régionale.

« Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au moins âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

« V. – Les listes qui n'ont pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges.

Les listes de candidats d'au moins 35 candidats par section départementale sont régionales et le résultat du scrutin doit pourvoir 25 sièges d'élus par département. Les élus dont les sièges sont pourvus par les premiers de listes (nombre décroissant par département quand le nombre de départements dans la région augmente) siègent à la fois à la chambre de métiers et de l'artisanat de région (CMAR) et à la chambre de niveau départemental, les autres élus parmi les 25 siègent uniquement à la chambre de niveau départemental.

Le III de l'article 1er concerne la répartition, par département, des sièges à la CMAR et à la chambre de niveau départemental. La liste régionale arrivée en tête dans le plus grand nombre de départements obtient, dans chaque département, 10 % des sièges à pourvoir arrondi, le cas échéant, à l'entier supérieur. Les autres sièges à pourvoir à la CMAR, dans le département, sont attribués à partir des voix obtenues dans le département entre les listes régionales selon la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne (: détermination du quotient électoral = nombre de suffrages exprimés dans le département pour l'ensemble des listes / nombre de sièges à pourvoir pour la CMAR à la proportionnelle dans le département ; puis pour chaque liste, le rapport « suffrages recueillis / quotient électoral » permet de déterminer le nombre de sièges attribués à la liste au quotient ; puis pour chaque liste, calcul du rapport des suffrages recueillis / (nb de sièges attribués au quotient + 1), donnant une moyenne de voix

par siège : le siège suivant le dernier siège attribué au quotient est attribué à la liste ayant obtenu la plus forte moyenne ; cette opération est répétée pour l'attribution de chaque siège restant à pourvoir dans le département (en ajoutant 1 siège fictif à la liste à laquelle a été attribuée un siège lors de la répartition précédente).

Le IV de l'article 1er concerne la répartition des sièges des membres qui ne siègent pas à la CMAR mais uniquement à la CND. La liste arrivée en tête dans le département bénéficie d'une prime majoritaire de 30 % de ces sièges, les sièges restants étant attribués à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

Ex : CMAR Occitanie

-Région Occitanie à 13 départements : 25 élus par département dont 7 **siègent à la CMAR et à la chambre de niveau départemental** (cf. tableau de l'article 1er du décret du 27 mai 1999 modifié), et $25 - 7 = 18$ siègent uniquement à la chambre de niveau départemental (CND).

-Hypothèse : 18 400 suffrages exprimés dans la région, répartis selon le tableau suivant :

Listes	Ariège	Aude	Aveyron	Gard	Hte-garonne	Gers	Hérault	Lot	Lozère	Htes-Pyrénées	Pyrénées-orientales	Tarn	Tarn-et-garonne	Tot.région
A	659	882	2183	1066	1000	722	1709	812	293	600	1541	913	721	13101
B	0	0	0	1303	1095	0	875	0	629	0	1397	0	0	5299
Total	659	882	2183	2369	2095	722	2584	812	922	600	2938	913	721	18400

1. Attribution des sièges des membres siégeant à la fois à la CMAR et à la CND :

1.1. Prime majoritaire de 10 % des 7 sièges de la CMAR :

La liste A remporte le plus de départements de la région (10 sur 13).

La prime va donc être attribuée à la liste A.

- Celle-ci remporte $10\% \times 7 = 0,7$ arrondi à l'entier supérieur, soit **1 siège** par département dont les membres siégeront à la CMAR et à la CND (soit $1 \times 13 = 13$ sièges au total au niveau de la région)

1.2. Répartition des 6 sièges restants de la CMAR par département à la proportionnelle : ex du département de l'Hérault :

.Il reste à répartir **par département : $7 - 1 = 6$ sièges à la proportionnelle**

- Attribution des sièges au quotient électoral :

Le quotient électoral **pour l'Hérault** est : $2\,584 \text{ voix} / 6 \text{ sièges} = 430,67 \text{ voix par siège}$.

L'attribution des sièges au quotient dans l'Hérault est le rapport « suffrages exprimés / quotient électoral » **arrondi à l'entier inférieur**:

- - liste A : $1\,709 \text{ voix} / 430,67 = 3,97$ arrondi à **3 élus** (siégeant à la CMAR et à la CND) ;
- - liste B : $875 \text{ voix} / 430,67 = 2,03$ arrondi à **2 élus** (siégeant à la CMAR et à la CND).

Il reste $6 - (3 + 2) = 1$ siège à répartir à la plus forte moyenne.

Attribution des sièges à la plus forte moyenne :

- liste A : $1\,709 \text{ voix} / (3 + 1 \text{ élus}) = 427,25 \text{ voix} \square$ **1 siège pour la liste A** ;
- liste B : $875 \text{ voix} / (2 + 1 \text{ élus}) = 291,67 \text{ voix} \square$ 0 siège pour la liste B.

La répartition des 7 sièges des élus de la CMAR entre les deux listes dans le département de l'Hérault est finalement la suivante :

	Prime	Quotient	Plus forte moyenne	Total sièges
--	-------	----------	--------------------	--------------

Liste A	1	3	1	5
Liste B	0	2	0	2

Attribution des sièges des membres siégeant uniquement en CND (pas à la CMAR) dans l'Hérault :

2.1. Prime majoritaire de 30 % des 18 sièges uniquement CND :

La liste A remporte le plus de voix dans le département de l'Hérault donc elle obtient : $30\% \times 18 \text{ sièges} = 5,4$ arrondi à l'entier supérieur, soit 6 sièges.

2.2. Répartition des $18 - 6 = 12$ sièges restants uniquement CND à la proportionnelle :

Le quotient électoral pour l'Hérault : $2\,584 \text{ voix} / 12 \text{ sièges} = 215,33$ voix par siège.

L'attribution des sièges au quotient dans l'Hérault est le rapport « suffrages exprimés / quotient électoral » arrondi à l'entier inférieur :

-liste A : $1\,709 \text{ voix} / 215,33 = 7,94$, soit 7 élus ;

-liste B : $875 \text{ voix} / 215,33 = 4,06$, soit 4 élus ;

Il reste donc $12 - (7 + 4) = 1$ siège à répartir à la plus forte moyenne.

- Attribution des sièges à la plus forte moyenne :

- liste A : $1\,709 \text{ voix} / (7 + 1 \text{ élus}) = 213,63$ voix : **1 siège pour la liste A ;**

- liste B : $875 \text{ voix} / (4 + 1 \text{ élus}) = 175$ voix □

La répartition des 18 sièges uniquement CND entre les deux listes dans le département de l'Hérault est finalement la suivante :

	Prime	Quotient	Plus forte moyenne	Total sièges
Liste A	6	7	1	14
Liste B	0	4	0	4

La répartition des sièges dans le département de l'Hérault est donc la suivante :

	CMAR	CND	Total sièges
Liste A	5	14	19
Liste B	2	4	6

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGION :

ELECTION DES MEMBRES

**DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE REGION (CMAR) ET DE SES
CHAMBRES DE NIVEAU DEPARTEMENTAL**

Procès-verbal du recensement des votes

L'an deux mille vingt-et-un, le 19 du mois d'octobre à ... heures .. minutes, la commission d'organisation des élections composée, conformément aux prescriptions de l'article 25 du décret n° 99-433 du 27 mai 1999 modifié, de :

- M(me) , Représentant du préfet de région (pour les CMAR)] [préfet (pour Mayotte)], président de la Commission ;
- M(me) ,membre de la CMAR désigné par son président ;
- M(me)..... membre de la chambre de niveau départemental désigné par le président de la CMAR;
- M (me) représentant de(s) l'entreprise(s) chargées) de l'acheminement des plis.

S'est réunie à la préfecture pour procéder au recensement des votes du scrutin du 14 octobre 2021, en vue de pourvoir au renouvellement des membres de la chambre de métiers et de l'artisanat de région de (*indiquer la région*) et de la chambre de niveau départemental de (*indiquer le département*).....

Ont été mis à la disposition des membres de la Commission les documents suivants :

- Le code de l'artisanat ;
- Le code électoral ;
- Le décret n° 98-247 du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers ;
- Le décret n° 99-433 du 27 mai 1999 modifié relatif à la composition des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs chambres de niveau départemental et à l'élection de leurs membres ;
- [- Le décret n° 2006-379 du 27 mars 2006 relatif à la chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture, à la chambre de commerce et d'industrie et à la chambre des métiers et de l'artisanat de Mayotte ;]
- ;

- Le décret du portant création de la CMAR de ;
- L'arrêté ministériel du 2021 portant convocation des électeurs pour procéder à l'élection des membres du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs chambres de niveau départemental;
- La liste des électeurs de la de la CMAR de ;
- Les listes de candidats aux élections (listes régionales avec sections départementales pour les départements couverts par une CMAR).

Le président rappelle qu'en ce qui concerne les élections des membres de la CMAR et de ses chambres de niveau départemental sont à pourvoir :

- sièges de membres siégeant à la fois au titre de la CMAR et de la chambre de niveau départemental [
- sièges de membres siégeant uniquement à la chambre de niveau départemental.

Le président rappelle qu'en ce qui concerne le vote par correspondance :

- Après que le Président de la commission d'organisation des élections, ou la personne désignée par lui, a constaté le vote de chaque électeur par correspondance en apposant sa signature sur la liste d'émargement, chaque pli est introduit dans l'urne destinée à recevoir les votes.
- Est considérée comme enveloppe non valide, une enveloppe non identifiable ou retournée vide ou contenant une enveloppe de vote non conforme ou contenant un bulletin de vote ne respectant pas l'anonymat.

Le président rappelle qu'en ce qui concerne la partie intitulée « 1 – RÉSULTATS ÉLECTORAUX REGIONAUX » :

- Seule la colonne intitulée « Nombre de membres siégeant à la fois à la CMAR et à la chambre de niveau départemental » est remplie pour les CMAR des DOM et de Mayotte

En conséquence, sont proclamés élus en qualité de membres de la CMAR de..... et membres de la chambre de niveau départemental de au titre de l'article 31 du décret n° 99 – 433 du 23 mai 1999 modifié.

1 - RESULTATS ELECTORAUX

Nom des listes régionales	Liste A	Liste B ...		Total des listes
Nombre de voix dans :				
Département 1				
Département 2				
...				
Total région				

Nom de la liste majoritaire en voix dans le plus grand nombre de départements de la région				
Nombre de membres élus siégeant à la fois à la CMAR et à la chambre de niveau départemental (1)				
Nombre de membres élus siégeant uniquement en chambre de niveau départemental				

(1) Seule cette colonne est remplie pour les CMAR des DOM, de Corse où tous les élus siègent à la fois au niveau régional et au niveau départemental.

2 – RÉSULTATS ÉLECTORAUX PAR DÉPARTEMENT

(Autant de paragraphes que de départements)

Dans le cas d'élections à la CMAR non monodépartementale, il convient de prévoir une urne par chambre de niveau départemental, afin de pouvoir réaliser un décompte des voix par département, en plus du décompte des voix au niveau régional pour déterminer la liste devant bénéficier de la prime majoritaire.

Numéro du département	
Nom du département	
Nom de la liste majoritaire	
1 ^{er} de liste	
2 nd de liste	

2.1– DÉPOUILLEMENT DES VOTES PAR CORRESPONDANCE

A - Nombre d'électeurs inscrits	
B - Nombre de plis non distribuables	
C - Nombre d'enveloppes d'acheminement des votes reçues en préfecture	
D - Nombre d'enveloppes écartées (doublon internet)	
Taux de participation : $[(C-D) / (A-B)] \times 100$	

2.2– DÉPOUILLEMENT DES URNES ÉLECTRONIQUES

A – Nombre d'électeurs inscrits	
B - Votes électroniques	
C - Votes blancs recensés sur la plateforme de vote	

D - Suffrages exprimés [B-C]	
Taux de participation : (B/ A) x 100	

Vote à l'urne (Mayotte)

A -Nombre d'inscrits :

B- Nombre de bulletins de vote mis dans l'urne :

C - Nombre de bulletins de vote annulés ;

Taux de participation : [(B / A) x 100]

La Commission a, après ouverture de l'urne et vérification du nombre d'enveloppes, procédé au recensement des votes dont le résultat est consigné ci-après

Nombre d'enveloppes introduites dans l'urne :	
Nombre de bulletins de vote trouvés dans l'urne :	
Nombre de bulletins de vote annulés (1) :	
Nombre de bulletins de vote valables :	

(1) Est déclaré nul lors du dépouillement du scrutin tout bulletin différent du modèle fourni, portant des mentions manuscrites, des ratures, des noms autres que ceux des listes ou candidats enregistrés, une modification de l'ordre de présentation des candidats ou qui ne répond pas aux conditions du décret du 27 mai 1999 modifié.

2.3- LISTE DES ÉLUS

En conséquence, sont proclamés élus en qualité de membres de la CMAR de..... et membres de la chambre de niveau départemental de au titre de l'article 31 du décret n° 99 – 433 du 23 mai 1999 modifié :

	Rang	Nom, prénoms et sexe	Nom des listes	Catégorie	Inscrit à la section des métiers d'art (mettre un X si c'est le cas)
ELUS SIEGEANT A LA FOIS AUX NIVEAUX REGIONAL ET DEPARTEMENTAL					

[illegible]

OBSERVATIONS / RECLAMATIONS

CLOTURE DU PROCES-VERBAL

Après proclamation des résultats, les différentes pièces qui ont servi au recensement des votes ont été ci-après annexées.

Le présent procès-verbal, dressé et clos à , le 19 octobre 2021, à .. heures .. , dont il a été établi trois expéditions¹ a été après lecture, signé par les membres de la Commission d'Organisation des Elections.

Le président de la Commission

Les membres de la Commission

ANNEXE 8

LISTE DES ACTIVITÉS RELEVANT DE L'ARTISANAT AVEC LEUR CORRESPONDANCE DANS LE CODE DE LA NOMENCLATURE NAF RÉV. 2.

Activités relevant de l'artisanat de l'alimentation

Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande, 10. 1.

Transformation et conservation de poissons, de crustacés et de mollusques, 10. 2.

Transformation et conservation de fruits et légumes, 10. 3 (sauf produits de la quatrième gamme).

Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales, 10. 4.

Fabrication de produits laitiers, 10. 5.

Travail des grains, fabrication de produits amylacés, 10. 6.

Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires, 10. 7 (sauf terminaux de cuisson, 10. 71 B).

Fabrication d'autres produits alimentaires, 10. 8.

Fabrication d'aliments pour animaux, 10. 9.

Fabrication d'eaux-de-vie naturelles et de spiritueux (inclus dans 11. 01 Z).

Fabrication de vins effervescents (inclus dans 11. 02 A).

Fabrication d'autres boissons, 11. 03 à 11. 07.

Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé, 47. 22.

Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé dont préparations à partir de ces produits (inclus dans 47. 23).

Commerce de détail et transformation de produits à base de lait ou de fromage en magasin spécialisé, dont préparations à base de ces produits (inclus dans 47.29).

Commerce de détail de viande, produits à base de viandes sur éventaires et marchés (inclus dans 47. 81).

Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques sur éventaires et marchés dont préparations à partir de ces produits (inclus dans 47. 81).

Commerce de détail et transformation de produits à base de lait ou de fromage sur éventaire et marché, dont préparations à base de ces produits (inclus dans 47.81).

¹ Une copie certifiée conforme au ministre chargé de l'artisanat, une copie certifiée conforme au secrétariat de la CMAR, et de la chambre de niveau départemental..

Fabrication culinaire artisanale de plats à consommer sur place (56.10 AP).

Fabrication de plats prêts à consommer, à emporter, associée à la vente au détail (inclus dans 56. 10 C).

Activités relevant de l'artisanat du bâtiment

Orpaillage (inclus dans 07. 29).

Autres industries extractives, 08.

Activités de soutien aux autres industries extractives (inclus dans 09. 90).

Incinération des déchets non dangereux et production de cendres et scories associés (inclus dans 38. 21 Z).

Désamiantage, enlèvement des peintures à base de plomb (inclus dans 39. 00).

Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels, 41. 2.

Génie civil, 42 (sauf promotion immobilière de lotissements fonciers viabilisés).

Travaux de construction spécialisés, 43.

Installation de systèmes d'alarme et activités associées de surveillance (inclus dans 80. 20 Z).

Activités relevant de l'artisanat de fabrication

Fabrication de textiles, 13.

Fabrication de vêtements, d'articles en fourrure et d'articles à mailles, 14.

Industrie du cuir et de la chaussure, 15.

Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, en vannerie et sparterie, 16 (sauf fabrication du bois d'industrie : pieux, poteaux, bois de mine...).

Industrie du papier et du carton, 17.

Imprimerie de labeur, 18. 12.

Activités de prépresse, 18. 13.

Reliure et activités connexes, 18. 14.

Reproduction d'enregistrements, 18. 2.

Production de brai et de coke de brai (inclus dans 19. 10).

Agglomération de la tourbe (inclus dans 19. 20).

Industrie chimique, 20.

Fabrication d'édulcorants de synthèse (inclus dans 21. 10).

Fabrication d'ouates, bandes, gazes et pansements à usage médical et de substances radioactives de diagnostic (inclus dans 21. 20).

Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, 22.

Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, 23.

Métallurgie, 24.

Fabrication de produits métalliques, 25.

Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, 26.

Fabrication d'équipements électriques, 27.

Fabrication de machines et équipements divers, 28.

Industrie automobile, 29.

Fabrication de matériels de transport divers, 30.

Fabrication de meubles, 31.

Autres industries manufacturières, 32 (sauf fabrication de lunettes correctrices et de verres de lunetterie et de contact).

Réparation et installation de machines et d'équipements, 33.

Collecte des déchets nucléaires (inclus dans 38. 12).

Traitement et élimination des déchets nucléaires radioactifs (inclus dans 38. 22).

Démantèlement d'épaves, 38. 31.

Récupération de déchets triés, 38. 32.

Edition d'imprimés fiduciaires, imprimés commerciaux, formulaires imprimés (inclus dans 58. 19).

Activités relevant de l'artisanat de service

Maréchalerie (inclus dans 01. 62).

Entretien de fosses septiques (inclus dans 37. 00).

Entretien et réparation de véhicules automobiles, 45. 2.

Entretien et réparation de motocycles (inclus dans 45. 4).

Préparation de plantes et de fleurs et compositions florales en magasins spécialisés (inclus dans 47. 76).

Préparation de plantes et de fleurs et compositions florales sur éventaires et marchés (inclus dans 47. 89).

Transports de voyageurs par taxis y compris à moto et par véhicules de remise, 49. 32.

Services de déménagement, 49. 42.

Services de remorquage et d'assistance routière (inclus dans 52. 21).

Contrôle technique automobile, 71. 20 A.

Pose d'affiches (inclus dans 73. 11).

Activités d'étalagiste (inclus dans 74. 10).

Activités photographiques, 74. 2 (sauf photojournalisme).

Nettoyage courant des bâtiments, 81. 21.

Nettoyage industriel et autres activités de nettoyage des bâtiments dont ramonage, 81. 22.

Désinfection, désinsectisation, dératisation, 81. 29 A.

Autres nettoyages, 81. 29 B (sauf services de voirie et de déneigement).

Services administratifs divers, 82. 11 (limité aux services administratifs de bureau combinés).

Travaux à façon divers, 82. 19 (limité à la duplication et l'expédition de documents et au secrétariat à façon).

Activités de conditionnement, 82. 92.

Ambulances, 86. 90 A.

Spectacle de marionnettes (inclus dans 90. 01).

Restauration d'objets d'art (inclus dans 90. 03 A).

Réparation d'ordinateurs et d'équipements de communication, 95. 1.

Réparation de biens personnels et domestiques, 95. 2.

Blanchisserie-teinturerie dont nettoyage et garde de fourrures, 96. 01 (sauf libre-service).

Coiffure, 96. 02 A.

Soins de beauté dont le modelage esthétique de bien-être et de confort sans finalité médicale, 96. 02 B

Embaumement, soins mortuaires, thanatopraxie (inclus dans 96. 03).

Toilettage d'animaux de compagnie (inclus dans 96. 09).

ANNEXE 9 : Référents élections dans les CMA :

CMA	Nom	Prénom	contact e-mail professionnel	N° de téléphone professionnel
CMA IDF	DE CORDOUE	Pierre	pierre.decordoue@cma-idf.fr	06 42 11 32 29
CMAR Pays de la Loire	OURCOUDOUY	Jean-Luc	jlourcourdoy@artisanatpaysdelaloire.fr	02 43 74 53 66
CMAR de la Réunion	TINCRES	Jean-Marie	jean-marie.tincres@cma-reunion.fr	02 62 90 81 56
CMAR Bretagne	LE FERRAND	Laurence	laurence.leferrand@cma-bretagne.fr	-
CMA Moselle	LEROY	Marie Aurore	aleroy@cma-moselle.fr	03 87 39 31 11
CMA Moselle	MULLER	Raymond	rmuller@cma-moselle.fr	03 87 39 31 22
CMA Alsace	LORSUNG MARING	Michel	mlorsung@cm-alsace.fr	03 88 19 79 42
CMAR Auvergne Rhône Alpes	GNENO	Sylvie	s.gneno@cma-lyon.fr	-
CMAR Auvergne Rhône Alpes	ROGER	Jean-Marc	jean-marc.roger@crma-auvergnerhonealpes.fr	04 72 44 13 31 06 13 09 06 82
CMAR Auvergne Rhône Alpes	PETIT-DELCLEVE	Pierre-Luc	pl.petit-delcleve@cma-savoie.fr	-
CMAR Nouvelle Aquitaine	BLANCHER	Xavier	x.blancher@artisanat-nouvelle-aquitaine.fr	05 57 22 48 01 06 72 69 87 16
CMAR Bourgogne Franche Comte	BRIET	Nicolas	nbriet@artisanat-bfc.fr	-
CMAR Hauts de France	RIBEREAU-GAYON	Veronique	v.ribereau@cma-hautsdefrance.fr	06 88 72 41 75 03 20 12 36 53
CMAR Guadeloupe	LUNION	Olivier	olunion@cmguadeloupe.org	
CMAR Martinique	TASTET	Alex	a.tastet@cma-martinique.com	05 96 71 29 97 06 96 254 878
CMAR Centre val de Loire	EVARD	Sabine	sevrard@cma-41.fr	02 54 44 65 76
CMAR Occitanie	GUIDICELLI	Alexandra	a.guidicelli@cm-aude.fr	04 68 11 20 08
CMAR Guyane	MALEDON	Rosiane	r.maledon@cma-guyane.fr	05 94 25 24 81 06 94 96 54 81
CMAR Corse	GABRIELLI	Babeth	babeth.gabrielli@cmahc.fr	-
CMAR Grand Est	MATHIOT	Jean Charles	jcmathiot@cma-vosges.fr	
CMAR PACA	COLLOMBIER	Jean-François	jf.collombier@cmar-paca.fr	04 92 51 06 89 - 06 65 32 53 15
CMAR Normandie	KOLTALO	Jean-Pierre	jpkoltalo@crma-normandie.fr	06 01 78 79 41
CMA MAYOTTE	MOHAMADI	Fatouma	fmohamadi@cmamayotte.com	02 69 61 73 45 - 06 39 40 53 00